En finir avec le nucléaire

Partage international nº 268 – Décembre 2010

Interview de John Loretz

par Jason Francis

L´Association internationale des médecins pour la prévention de la guerre nucléaire (IPPNW) rassemble des organisations de 62 pays dans lesquelles militent médecins, étudiants en médecine, personnels de santé et autres citoyens concernés. Fondée en 1980, l'IPPNW a reçu le Prix Nobel de la paix en 1985. Elle est la seule organisation médicale internationale engagée dans la lutte pour le désarmement nucléaire. John Loretz est directeur des programmes de l'IPPNW et rédacteur en chef de son journal, Medicine and Global Survival. *Jason Francis l'a interviewé pour* Share International.

Share International : *Qu'est-ce qui a inspiré la création de l´IPPNW ?*
John Loretz : Bernard Lown et Eugini Chazov, tous deux cardiologues, se sont rencontrés sur un congrès de cardiologie en 1980, au début de l'administration Reagan et en pleine guerre froide. Ils ont pensé qu'en tant que médecins ils avaient l'obligation d'empêcher la plus grande catastrophe humanitaire, une guerre nucléaire entre leurs deux pays. Ils ont créé une organisation de médecins américains et russes et ont commencé à faire pression auprès de leurs gouvernements pour apaiser leurs relations diplomatiques et les amener à préparer l'élimination de leurs armes nucléaires au lieu d'envisager de les utiliser l'un contre l'autre.

SI. *De quelle façon travaillez-vous pour abolir l'usage des armes nucléaires ?*
JL. Nous avons réuni deux façons d'aborder cette question : la perspective médicale et environnementale, et le message moral. Sur la base des informations dont nous disposons actuellement quant aux effets dévastateurs des armes nucléaires sur la vie humaine, sur l'environnement, nous autres médecins sommes arrivés à la conclusion que nous serions totalement démunis pour faire face à la catastrophe humanitaire qui serait provoquée par une guerre nucléaire.
Ceci étant clair, la prochaine étape est politique : il faut se débarrasser des armes nucléaires à l'échelle mondiale. Nous proposons leur suppression par une Convention sur les armes nucléaires, un accord international sur l'élimination définitive des armes nucléaires et l'interdiction de leur conception, de leur fabrication et l'interdiction de tout test nucléaire.
Nous organisons aussi souvent que nous le pouvons des présentations à l'intention des décideurs politiques. Nous avons des représentants dans le monde entier – en particulier dans les Etats qui possèdent l'arme nucléaire – qui font pression sur les gouvernements pour qu'ils acceptent de négocier la Convention sur les armes nucléaires, en essayant de les convaincre qu'un tel traité peut être appliqué, et qu'il est possible de contrôler son application de façon adéquate. Nos amis encouragent aussi les gouvernements à établir des parallèles entre un traité d'abolition du nucléaire et des traités sur les produits chimiques, les armes biologiques, ainsi que la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel, traités qui ont déjà été négociés avec succès. L'aspect médical du message appuie ce travail et lui confère toute son urgence. Nous essayons de convaincre la communauté internationale de prendre au sérieux l'idée de ce traité.

SI. *Qu'en est-il du traité actuel sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) ?*
JL. Le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a été signé en 1968 et est entré en vigueur en 1970. C'est le traité de base sur le désarmement et la non-prolifération. Avec 188 pays signataires, c'est celui qui bénéficie de la plus large adhésion.
Ce traité comprend trois parties importantes. Dans l'article 6, les Etats nucléarisés – les Etats-Unis, l'Union soviétique (aujourd'hui la Russie), le Royaume-Uni, la France et la Chine – s'engagent à mener et conclure des négociations sur l'élimination de leurs arsenaux nucléaires. L'article 2 du TNP est une promesse des pays qui n'étaient pas encore nucléarisés à cette époque de ne pas acquérir d'armes nucléaires et de ne pas donner à leur programme nucléaire civil une orientation qui pourrait laisser suspecter une tentative de développer un programme d'armes nucléaires. De plus, les Etats nucléarisés ont accepté de ne jamais aider d'autres Etats à acquérir des armes nucléaires.
La troisième partie du traité souligne que tout pays ne possédant pas d'armes nucléaires et qui respecterait ses obligations conformément au traité, se verrait accordée une aide technique pour

développer son programme nucléaire civil s'il le souhaite.
Ces trente dernières années, la mise en application et le contrôle du respect de ce traité a été la source de problèmes sans fin. Depuis la signature du traité, l'Inde et le Pakistan ont développé des armes nucléaires. Ils ne sont pas signataires du traité et donc ne l'ont pas violé, mais nous avons maintenant deux pays importants qui sont nucléarisés, hors traité. Le troisième Etat hors traité est Israël. Il est de notoriété publique qu'Israël est un Etat nucléarisé bien qu'il ait toujours refusé de le reconnaître[1].
Le TNP n'impose pas non plus de délai ou de chronologie pour parvenir à l'élimination des armes nucléaires. On voit que ce traité important, fondamental, possède de sérieuses limites. Nous sommes arrivés à la conclusion que la seule façon de satisfaire aux obligations qui sont clairement définies dans le TNP, c'est de voter la Convention sur les armes nucléaires, qui est un traité d'abolition engageant tous les pays du monde.

SI. *Que faudra-t-il pour que tous les pays arrivent à s'entendre sur un traité global de suppression des armes nucléaires comme celui que vous proposez ?*
JL. Pendant les quelques mois qui ont précédé la dernière Conférence de révision du traité de non-prolifération, après la fin du mandat de George Bush – une époque véritablement terrible –, nous avons vu des signes de progrès. Davantage de pays non-nucléarisés réclament une convention sur les armes nucléaires, ou quelque chose de semblable, ce qui ne s'était jamais vu dans le passé. L'IPPNW et des centaines d'autres organisations qui travaillent pour l'abolition des armes nucléaires ont participé à la Conférence de révision du traité de non-prolifération en mai 2010, en affichant une grande détermination.
Lors de cette conférence, les 116 pays du mouvement des non-alignés et 28 autres pays ont exprimé leur support à une Convention sur les armes nucléaires – une adhésion sans précédent. L'IPPNW et l'ICAN (Campagne internationale pour l'abolition de l'arme nucléaire) collaborent maintenant avec ces pays pour convaincre d'autres pays de les rejoindre.
Signalons aussi que certains pays nucléarisés, sans s'être encore ralliés sous la bannière de la Convention sur les armes nucléaires, se positionnent clairement en faveur du désarmement. Le Royaume-Uni réduit ses plans de renouvellement de Trident, son dernier système d'armes nucléaires stratégiques. Les Etats-Unis et la Russie discutent étroitement de ce sujet et réduisent en permanence le nombre de leurs armes nucléaires. Nous avons de bonnes raisons d'être optimistes.
Le problème est que les armes nucléaires font partie intégrante de toutes les politiques de sécurité et sont étroitement liées au concept de dissuasion, et il est difficile de convaincre les gouvernements de l'intérêt de s'associer à un plan global pour se débarrasser de ces armes. Et jusqu'à ce qu'ils l'acceptent, il ne peut y avoir de progrès dans ce sens.

SI. *Etant donné que les réacteurs nucléaires produisent le matériau nécessaire pour fabriquer les armes nucléaires, faut-il supprimer complètement l'énergie nucléaire ?*
JL. On ne peut abolir efficacement les armes nucléaires sans supprimer le nucléaire civil. Chaque réacteur nucléaire utilise du carburant et des sous-produits qui permettent aussi d'enrichir l'uranium et le plutonium nécessaire à la production d'armes nucléaires. Mais l'énergie nucléaire est une mauvaise idée pour beaucoup d'autres raisons. Économiquement, par exemple, cette technologie n'est ni efficace ni rentable. J'ai un collègue qui appelle cela *« une technologie obsolète du 20e siècle pour faire bouillir de l'eau[2] ».*
L'IPPNW et la plupart des ONG favorables à l'abolition sont d'accord là-dessus, mais il s'agit effectivement d'un point d'achoppement pour la plupart des gouvernements. Le lobby du nucléaire a parfaitement su leur vendre l'idée du « progrès grâce au nucléaire », et ils ne sont pas très ouverts à la possibilité de se débarrasser à la fois des armes nucléaires et de l'énergie nucléaire.
L'armement nucléaire est notre priorité. La question de l'énergie nucléaire relève d'un autre contexte. Mais je suis d'accord, il faut abandonner les deux.

SI. *Si les armes conventionnelles ne peuvent pas détruire le monde, elles causent des destructions importantes et beaucoup de souffrance. Pourriez-vous nous parler de la Campagne de prévention de la guerre nucléaire organisée par l'IPPNW, et de son lien avec l'Alliance pour la prévention de la violence créée par l'Organisation mondiale de la santé et les Nations unies ?*
JL. Cette partie du travail de l'IPPNW remonte au milieu des années 1990 alors que nous participions activement à la Campagne internationale pour l'interdiction des mines antipersonnel [voir *Partage international,* juillet/août 2007]. Lorsque la Convention sur l'interdiction des mines antipersonnel a été signée en 1997, certains de nos groupes associés, particulièrement en Afrique et en Asie du Sud, ont continué le travail de recherche des mines antipersonnel mais cette activité a cessé de faire partie d'une campagne mondiale de la part de l'IPPNW. Le nucléaire est notre préoccupation majeure, en particulier les armes nucléaires.
Nous avons décidé de porter notre action sur la pandémie du trafic d'armes dans le monde. En 2001 nous avons commencé une campagne appelée *Rechercher la prévention*, grâce à laquelle nous

avons pu révéler l'impact des armes légères sur la santé publique. Avec les années, cette campagne a évolué pour englober tous les problèmes posés par la violence armée. En 2003, on a commencé à travailler avec IANSA (Réseau international d'action sur les armes légères) et nous avons développé avec eux le *Réseau santé publique* afin que des médecins et des chercheurs travaillent ensemble pour mettre en évidence que le problème n'est pas simplement le commerce des armes, mais qu'il possède aussi une dimension touchant à la santé publique.
Ces deux dernières années, nous avons travaillé en étroite collaboration avec l'Alliance mondiale pour la prévention de la violence de l'OMS, non seulement sur les problèmes de santé engendrés par la violence armée, mais aussi pour essayer de créer un modèle écologique pour aborder ces problèmes. Cela nécessite que nous abordions la solution des problèmes de violence armée dans le monde de façon concrète, basée sur des faits clairement établis. Nous faisons un excellent travail avec l'OMS et d'autres organisations qui partagent cet objectif.

SI. *Quel est l'impact économique et social de la fabrication et de la possession d'armes de destruction massive – nucléaire, chimique et biologique – et des arsenaux d'armes conventionnelles ?*
JL. Entretenir ces arsenaux énormes coûte beaucoup d'argent. Depuis le début de l'ère nucléaire, l'arsenal nucléaire américain et les infrastructures associées ont coûté au moins 5 milliards de dollars selon Stephen Schwartz [dans *Atomic Audit*, Brookings Institution Press]. J'imagine que les résultats seraient comparables pour la Russie/Union soviétique, mais je ne connais pas d'autre étude sur le sujet.
Selon le SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), les dépenses mondiales en armement s'élevaient à 1 464 milliards de dollars en 2008. La part des Etats-Unis est de 607 milliards de dollars – 41,5 % du total. La Banque mondiale a évalué que 40 à 60 milliards de dollars par an seraient suffisants pour atteindre les Objectifs du millénaire pour le développement, d'ici 2015. C'est moins de 3 % de ce que le monde dépense pour acheter des armes et faire la guerre. Il faut ajouter à ces coûts les pertes humaines, les destructions matérielles et l'impact économique direct de ces conflits.
On mendie de l'argent pour les programmes concernant la santé, l'assainissement, l'éducation, le logement, le développement économique, la protection de l'environnement, et les nations du monde répètent que l'argent n'est pas disponible. Pourtant, le genre humain dépense plus de mille milliards de dollars chaque année pour acheter des armes. Et il n'y a pas d'argent pour tout ce qui pourrait assurer aux peuples du monde une véritable sécurité : la santé, l'éducation, la protection de l'environnement. Voilà le coût réel et la tragédie de notre addiction à la guerre et aux dépenses militaires.
L'IPPNW a toujours eu un discours très simple : nous n'avons plus beaucoup de temps. Les peuples se sont toujours fait la guerre, mais c'est seulement avec l'apparition des armes nucléaires que l'humanité a acquis la capacité de tout détruire en quelques heures. Nous le disions déjà dans les années 1980 au plus fort de la guerre froide. Et même si nous n'en parlons plus autant aujourd'hui, le risque est toujours présent, que cette catastrophe se produise par accident, ou par l'effet d'un acte délibéré. Nous pensons que le genre humain et les armes nucléaires sont incompatibles. Pour l'IPPNW, la question se résume simplement à savoir qui va disparaître en premier : les armes nucléaires ou nous. Nous devons supprimer ces armes au plus vite. Tant que nous n'y parviendrons pas, l'humanité vivra en sursis.

Pour en savoir plus : www.ippnw.org

1 – Le Maître de Benjamin Creme a indiqué que le nombre des pays qui possèdent des armes de destruction massive est bien plus élevé que les chiffres officiels. Benjamin Creme a déclaré dans son livre le Rassemblement des forces de lumière *(traduction française en cours) que 24 pays possèdent des bombes nucléaires).*
2 – Le Maître de Benjamin Creme a indiqué que les radiations émanant des installations nucléaires sur les plans éthériques sont responsables de nombre des maladies de notre époque, dont la maladie d'Alzheimer qui augmente fortement, et l'autisme. Ceci constitue la plus grave menace pesant sur la vie humaine sur la planète.

Auteur : Jason Francis, collaborateur de Share International basé dans le Massachusetts (Etats-Unis).
Thématiques : environnement
Rubrique : Divers